**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL D'ANNESSE ET BEAULIEU**

SEANCE DU 24 mars 2025

Nombre de conseillers en exercice : ..11

Présents :10

Votants :10

L'an deux mille vingt-cinq, le 24 mars à 20 heures 30, le Conseil municipal s'est réuni à la Mairie d'Annesse-et-Beaulieu sur la convocation de Monsieur le Maire du 19 mars 2025.

ETAIENT PRESENTS : Philippe Perperot, Marie-Laure Alarcon, Christophe Charles, Françoise Georgevail, Armelle Montet, Patrick Jayat, Eric Hartel, Sabine Lapouge, Stéphan Picaglia, Vincent Marty

ABSENT, EXCUSÉ :

Cyril Boulley

SECRETAIRE DE SEANCE : MARIE-LAURE ALARCON

APPROBATION A L'UNANIMITE ET SIGNATURE DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 17 décembre 2024

DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS

2025-03-01

M. le Maire rappelle la démission de Mme Sandrine Bisson, 3^{ème} adjoint au maire en date du 29 janvier 2025, ainsi que la démission envoyée à M. le Préfet le 4 février 2025 de deux conseillers municipaux M. Jérôme Barbut et Mme Jocelyne SENEMAUD.

M. le Maire regrette ces démissions, les personnes gardent son estime. Elles peuvent s'exprimer sur leur choix. « On a communiqué sur Facebook », le site étant en refonte.

VU le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.2 et L 2122-7-2 et considérant que le conseil municipal dispose de la faculté de déterminer le nombre d'adjoints au Maire appelés à siéger.

Ce nombre ne doit pas excéder 30 % de l'effectif total du conseil municipal, soit pour la commune d'ANNESSE et BEAULIEU 4 adjoints au maximum. Toutefois, suite à la démission de Mme Sandrine Bisson, 3^{ème} adjoint au maire en date du 29 janvier 2025, il est proposé de fixer le nombre d'adjoint à 3.

Décision à passer au vote pour 3 adjoints :

Votes POUR : 10

Votes CONTRE : 0

ABSTENTIONS : 0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents, et représentés :

FIXE le nombre d'adjoints à trois.

AUTORISE M le Maire à signer tous les documents nécessaires et à accomplir toutes les formalités utiles à la poursuite de cette affaire.

BUDGET GENERAL : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU) 2024

N° 2025-03-02

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document budgétaire et comptable commun à

l'ordonnateur et au comptable public, qui vient se substituer au compte administratif anciennement produit par l'ordonnateur et au compte de gestion jusqu'ici établi par le comptable public.

Le CFU exprime les résultats de l'exécution du budget. Il retrace en dépenses et recettes, les prévisions et les réalisations dans chacune des sections.

Sous la présidence d' Armelle MONTET, le conseil municipal examine les comptes présentés par Patrick Jayat, adjoint au Maire qui s'établissent ainsi :

Section de fonctionnement

Dépenses fonctionnement clôture = (1)	1 123 410.81
Recettes fonctionnement clôture = (2)	1 207 722.56
Résultat exercice 2024 (3) = (2) – (1)	+ 84 311.75
Excédent fonctionnement reporté 2023 (002) = (4)	+ 75 102.49
Total excédent fonctionnement 2024 = (3) + (4) = (5)	+ 159 414.24

Section d'investissement

Dépenses d'investissement exercice 2024 = (6)	416 683.90
Recettes d'investissement exercice 2024 = (7)	421 022.70
Résultat exercice 2024 (8) = (7) – (6)	+ 4 338.80
Déficit 2023 reporté (001) = (9)	- 80 380.29
Total investissement 2024 = (8) + (9) = (10)	- 76 041.49

Restes à réaliser en section d'investissement

Restes à réaliser dépenses = (11)	37 379.78
Restes à réaliser recettes = (12)	20 305.75
Cumul des restes à réaliser = (11) – (12) = (13)	- 17 074.03
Total cumulé investissement = (13) + (10)	- 93 115.52

Le Conseil municipal, après délibération, et après que le Maire se soit retiré de salle au moment du vote conformément à l'article L 2121-14 du CGCT :

- approuve à la majorité (Marie-Laure Alarcon vote contre et Armelle Montet et Stephan Picaglia s'abstiennent) le Compte Financier Unique du budget principal 2024.

BUDGET GENERAL : AFFECTATION DES RESULTATS

N° 2025-03-03

Le Conseil municipal, après avoir adopté le Compte Financier Unique du budget principal de l'exercice 2024, statuant sur l'affectation de résultat de fonctionnement de l'exercice 2024, constatant que le CFU de l'exercice 2024 présente :

- un excédent cumulé de fonctionnement de 159 414.24 €
- un déficit cumulé d'investissement de – 93 115.52 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- couverture du déficit d'investissement cumulé (c 1068) 93 115.52 €
- solde en excédent de fonctionnement à reporter (c 002) 66 298.72 €

DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT)

N° 2025-03-04

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales **article L 1612-1** modifié par LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD), dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2024 : 382 014.45 € (Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts » et hors opérations d'ordre)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article dans la limite de 95 503.60 € (< 25% x 382 014.45 €.)

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement suivantes :

Opération n° 101 – Mairie – article 21351 : 10 000 €

Opération n° 102 – Voirie – article 2151 : 10 000 €

Opération n° 103 – Equipements divers – article 2188 : 2 000 €

Opération n° 104 – Vestiaires football – article 21318 : 3 000 €

Opération n° 105 – Opérations non individualisées – article 2118 : 50 000 €

Hors opération – Article 261 : 1 200 €

Total : 76 200 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité (Marie-Laure Alarcon vote contre) d'accepter les propositions de M. le maire dans les conditions exposées ci-dessus.

OCTROI DE LA GARANTIE A CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE - ANNEE 2025

2025-03-05

Exposé des motifs

Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement de ses Membres, collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL) (ci-après les Membres).

Institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du CGCT tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique :

« Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux peuvent créer une société publique revêtant la forme de société anonyme régie par le livre II du code de commerce dont ils détiennent la totalité du capital et dont l'objet est de contribuer, par l'intermédiaire d'une filiale, à leur financement.

Cette société et sa filiale exercent leur activité exclusivement pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux. Cette activité de financement est effectuée par la filiale à partir de ressources provenant principalement

d'émissions de titres financiers, à l'exclusion de ressources directes de l'Etat ou de ressources garanties par l'Etat.

Par dérogation aux dispositions des articles L. 2252-1 à L. 2252-5, L. 3231-4, L. 3231-5, L. 4253-1, L. 4253-2 et L. 5111-4, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux sont autorisés à garantir l'intégralité des engagements de la filiale dans la limite de leur encours de dette auprès de cette filiale. Les modalités de mise en œuvre de cette garantie sont précisées dans les statuts des deux sociétés. »

Le Groupe Agence France Locale est composé de deux sociétés :

- l'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance ;

- l'Agence France Locale – Société Territoriale (la Société Territoriale), société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux statuts de la Société Territoriale, aux statuts de l'Agence France Locale et au pacte d'actionnaires conclu entre ces deux sociétés et l'ensemble des Membres (le Pacte), la possibilité pour un Membre de bénéficier de prêts de l'Agence France Locale, est conditionnée à l'octroi, par ledit Membre, d'une garantie autonome à première demande au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale (la Garantie).

La commune d'Annesse et Beaulieu a délibéré pour adhérer au Groupe Agence France Locale le 4 mars 2024.

L'objet de la présente délibération est, conformément aux dispositions précitées, de garantir les engagements de l'Agence France Locale dans les conditions et limites décrites ci-après, afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux Membres.

Présentation des modalités générales de fonctionnement de la Garantie

Objet

La Garantie a pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (des emprunts obligataires principalement) à la hauteur de l'encours de dette du Membre auprès de l'Agence France Locale.

Bénéficiaires

La Garantie est consentie au profit des titulaires (les Bénéficiaires) de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la Garantie (les Titres Eligibles).

Montant

Le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la commune d'Annesse et Beaulieu qui n'ont pas été totalement amortis).

Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, quelle que soit l'origine du prêt, telle que, directement conclu auprès de l'AFL.

Durée

La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, et ce quelle que soit l'origine des prêts détenus, augmentée de 45 jours.

Conditions de mise en œuvre de la Garantie

Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

La Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et (iii) la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Nature de la Garantie

La Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel par un Bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

Date de paiement des sommes appelées au titre de la Garantie

Si la Garantie est appelée, le Membre concerné doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Telles sont les principales caractéristiques de la Garantie objet de la présente délibération et dont les stipulations complètes figurent en annexe.

Le Conseil municipal d'Annesse et Beaulieu :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

*Vu la délibération du **4 mars 2024** ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Commune d'Annesse et Beaulieu,*

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de la commune d'Annesse et Beaulieu, afin que la commune d'Annesse et Beaulieu puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale ;

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes.

Et, après en avoir délibéré, à la majorité (Marie-Laure Alarcon et Armelle Montet votent contre et Sabine Lapouge et Stephan Picaglia s'abstiennent) :

1/ Décide que la Garantie de la commune d'Annesse et Beaulieu est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (les Bénéficiaires) :

- le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2025 est égal au montant maximal des emprunts que la commune d'Annesse et Beaulieu est autorisée à souscrire pendant l'année 2025,
- la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la commune d'Annesse et Beaulieu pendant l'année 2025 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
- la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et
- si la Garantie est appelée, la commune d'Annesse et Beaulieu s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
- le nombre de Garanties octroyées par la commune d'Annesse et Beaulieu au titre de l'année 2025 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement;

2/Autorise le Maire ou son représentant, pendant l'année 2025, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune d'Annesse et Beaulieu, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes ;

3/Autorise le maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

RENOVATION ENERGETIQUE DE LA MAIRIE :

- demande de subventions

- actualisation du plan de financement

N° 2024-03-06

M. le Maire rappelle la séance du conseil municipal du 12 décembre 2023 lors de laquelle l'assemblée a voté à la majorité le plan de financement du projet de rénovation énergétique, sollicité des subventions et donné l'autorisation de signer plusieurs conventions avec le SDE.

Il propose aujourd'hui d'actualiser le plan de financement et les demandes de subventions.

Eric Hartel : la rénovation énergétique est-elle une obligation pour les collectivités ?
Philippe Perperot : objectif Rge 2030 > atteindre les niveaux d'objectifs fixés par l'Etat
Marie-Laure Alarcon : notre situation financière est tendue et il faudra être vigilant pour les finances.
Sabine Lapouge : il faudra garder la somme de 360 000 € pour ce projet et pas pour d'autres.

Après délibération, le conseil municipal, à la majorité (Marie-Laure Alarcon et Armelle Montet votent contre et Sabine Lapouge, Françoise Georgevail et Stephan Picablia s'abstiennent) :

1/ actualise le plan de financement du projet tel que présenté ci-dessous :

Montant total de l'opération de rénovation énergétique de la Mairie (HT).....	404 857.00
- DETR (30 % sur les travaux)	75 045.00
- DETR complément (29.3 % sur travaux supplémentaires)	21 735.91
- Adème chaleur renouvelable	15 414.00
- Département	3 000.00
- SDE 24 (5 %)	14 554.00
- AAP Action écologique	44 133.00
- Supplément écologique du Grand Périgueux (9 %)	30 000.00
- Fonds de mandat du Grand Périgueux	30 000.00
- Participation ACTEE MOE	12 683.00
- Plan de relance du SDE 24	41 990.09
- Avance Remboursable intracting 13 ans	82 443.00
- Autofinancement	33 859.00

2/ décide de solliciter une subvention au titre du supplément écologique du Grand Périgueux à hauteur de 30 000 €,

3/ décide de solliciter une subvention au titre du fonds de mandat auprès du Grand Périgueux, à hauteur de 30 000 €.

DENOMINATION DU STADE DE FOOTBALL

N° 2025-03-07

M. le Maire indique avoir reçu un courrier de l'association « Union Sportive Annesse et Beaulieu » demandant que le stade football situé rue du Général de Gaulle soit officiellement nommé « Jean Firmin Parade » en l'hommage d'une figure emblématique ayant contribué de manière remarquable à la vie sportive et associative de la Commune.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal :

- décide d'attribuer le nom de « Jean Firmin Parade » au stade de football d'Annesse et Beaulieu et de financer une plaque et un panneau pour la dénomination.

QUESTIONS DIVERSES :

- le Maire informe l'assemblée de la mise à disposition d'un véhicule 9 places par le Grand Périgueux à destination de trois Communes (Mensignac, Annesse et Beaulieu et La Chapelle Gonaguet) ainsi qu'aux associations ayant leur siège sur le territoire. La Commune d'Annesse et Beaulieu est désignée référente en charge de gérer les réservations.

- le Maire informe l'assemblée du projet de convention de coopération de lecture publique entre quatre communes (La Chapelle Gonaguet, Annesse et Beaulieu, Razac sur l'Isle et Marsac sur l'Isle). Ce projet est une mutualisation des moyens entre ces quatre communes.

- le Maire fait part du renouvellement de la fête de la rivière « Au fil de l'Isle » le 27 juillet prochain à Montrem

- remerciements à Sabine Lapouge pour sa présence à une manifestation avec les compagnons du devoir

Séance levée à 22 h

Nom Prénom	Signature	Nom	Signature
PERPEROT Philippe		LAPOUGE Sabine	
ALARCON M. Laure		PICAGLIA Stephan	
BOULLEY Cyril	Absent	MONTET Armelle	
JAYAT Patrick		MARTY Vincent	
CHARLES Christophe		HARTEL Eric	
GEORGEVAIL Françoise			